



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 16 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13 avril 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LUNEINVEST

53 rue du bois d'amour
86280 Saint-Benoît

Référence : 2026 584 UbD16-86 ENV86
Code AIOT : 0100312633
pièce jointe : projet de mise en demeure

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 avril 2026 dans l'établissement LUNEINVEST implanté 14 rue de la demi-lune 86000 Poitiers. L'inspection a été annoncée le 10/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LUNEINVEST
- 14 rue de la demi-lune 86000 Poitiers
- Code AIOT : 0100312633
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'inspection des installations classées a été informée d'une activité de stockage de produits

combustibles dans un entrepôt de grand volume. L'inspection objet du présent rapport a été diligentée afin d'apprécier la situation administrative de l'installation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	classement	Code de l'environnement du 15/04/2026, article L. 512-8	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des quantités de produits combustibles stockés et du volume de l'entrepôt, il est considéré que l'installation relève de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Le site n'est cependant pas déclaré.

L'exploitant doit régulariser la situation administrative :

- soit en déclarant l'installation et en la rendant conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel encadrant les activités 1510 (arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510) ;
- soit en notifiant une cessation d'activités.

Une mise en demeure est proposée au travers d'un projet d'arrêté dont il est laissé un délai de 15 jours à l'exploitant pour formuler ses éventuelles remarques dans le cadre de la procédure contradictoire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : classement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2026, article L. 512-8
Thème(s) : Situation administrative, Classement des activités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1. La déclaration inclut les installations, ouvrages, travaux et activités relevant du II de l'article L. 214-3 projetés par le pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à l'installation classée ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients. La déclaration vaut application des dispositions des articles L. 214-3 à L. 214-6.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, un des cogérants (nommé par la suite "exploitant"), présente un plan de l'entrepôt, divisé en 4 cellules proposées à la location. La surface totale du bâtiment est de 6 627 m².</p> <p>Les cellules présentent les surfaces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - cellule 1 : 1 925 m² (louée à une société de livraison) ;

- cellule 2 : 1 458 m² (louée jusqu'en 2025 à une institution bancaire) ;
- cellule 3 : 720 m² (louée à un établissement hospitalier) ;
- cellule 4 : 2 524 m² (louée à une enseigne de distribution de matériaux de couverture)

L'exploitant précise que le mur entre les cellules 1 et 2 est de type coupe-feu 2 heures. Des dispositifs de désenfumage sont présents sur toute la couverture du bâtiment.

L'exploitant indique que la hauteur sous couverture est d'environ 6 / 7 m. Le volume cumulé de l'entrepôt est donc compris entre 40 000 m³ et 46 000 m³.

cellule 1

Il n'est pas constaté de stockage de combustibles dans ce local.

cellule 2

La cellule 2 est vide le jour de l'inspection. L'exploitant indique que cette cellule était utilisée pour du stockage d'archives papier, sur une hauteur de 4 / 5 m.

cellule 3

L'exploitant précise que le locataire de la cellule 3 va quitter les lieux d'ici fin mai. Des salariés présents le jour de l'inspection confirment cette échéance. Ils ont pour mission d'évacuer des dossiers médicaux stockés sur des étagères de grande hauteur implantées, selon l'exploitant, par le locataire. En prenant pour hypothèse basse une densité de 700 kg par m³ de papier, une surface au sol occupée par les stockages, également sous-estimée, correspondant au tiers de la surface de cellule et une hauteur de 6 m, il peut être considéré que la quantité stockée pour cette seule cellule est de l'ordre de 1 000 tonnes.

cellule 4

Le jour de l'inspection, les matériaux combustibles présents dans le bâtiment sont principalement des poutres en bois. Le locataire précise que le stock représente environ 140 t.

Ces constats permettent de considérer que plus de 500 t de produits combustibles sont stockés dans un entrepôt de volume inférieur à 50 000 m³ mais supérieur à 5 000 m³.

Le site relève donc de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), au titre de la rubrique 1510, sous le régime de la déclaration.

Cette installation n'a pas été déclarée.

Il revient au propriétaire de l'entrepôt, et non aux locataires, de déclarer cette installation ICPE.

L'exploitant rappelle que le locataire de la cellule 3 va quitter les lieux à court terme et ajoute qu'il ne souhaite plus proposer ce site pour du stockage d'archives papier ou produits combustibles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit régulariser la situation administrative, soit

- en déclarant cette activité et en se conformant aux dispositions de l'arrêté ministériel sectoriel encadrant les activités 1510 (arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510) ;
- en notifiant une cessation d'activité au titre de la législation des ICPE et en s'assurant / justifiant que le bâtiment ne stocke pas plus de 500 tonnes de produits combustibles.

La cessation d'activités des installations soumises à déclaration est régie par les articles R. 512-66-1 à R. 512-66-3 du code de l'environnement.

La cessation peut être télédéclarée via le lien :

https://demarches.service-public.gouv.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1 en sélectionnant :

- "une déclaration de cessation d'activité"
- "La D(R)EAL ou la DRIEAT" comme service instructeur

Le numéro d'AIOT est "0100312633".

La rubrique 1510 étant mentionnée à l'article R. 512-66-3 du code de l'environnement, une entreprise certifiée doit attester que la mise en sécurité est conforme aux attendus.

Le lien ci-après permet d'identifier les entreprises certifiées pour établir une attestation de mise en sécurité ("ATTES-SECUR").

Par ailleurs, la page suivante explicite le sujet de la certification des entreprises dans le domaines des sites et sols pollués (SSP) et de la cessation d'activités :

<https://www.lne.fr/fr/service/certification/certification-reglementaire-sites-sols-pollues>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois